

Avant la mise aux voix, l'Inde et le Pakistan avaient tous deux fait savoir qu'ils acceptaient la résolution. Le représentant de l'Inde avait toutefois insisté sur le fait que l'attitude de son Gouvernement touchant les propositions de démilitarisation restait inchangée, mais que, cette réserve faite, le médiateur des Nations Unies pouvait être assuré de toute la coopération possible dans l'accomplissement de sa tâche. Le délégué du Pakistan avait affirmé pour sa part que, le projet de résolution étant basé sur les propositions McNaughton, déjà acceptées par le Pakistan, son Gouvernement appuyait la nouvelle résolution et promettait son entière coopération au représentant des Nations Unies.

On cherche maintenant à désigner un médiateur qui soit acceptable aux pays qui ont élaboré la résolution aussi bien qu'aux deux parties en cause.